

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

oooooooooooooooooooooooo

**ORDONNANCE DE
REFERE**

.....

AFFAIRE:

**LA SOCIETE M.A
FITNESS SARLU**

C/

**MAHAMA
ABDOURAHAMANE
ET UN AUTRE**

.....

COMPOSITION:

PRESIDENT:

SOULEY Abou

GREFFIER: Me Mme

Beidou.

ORDONNANCE DE REFERE N°...../25 DU 20/11/2025

(Constat de mainlevée de saisie)

Nous **SOULEY Abou**, vice-président du tribunal de commerce de Niamey, Juge de l'exécution, assisté de **Maitre Mme Beidou Awa Boubacar, Greffière**, avons rendu l'ordonnance dont la teneur suit:

Entre:

LA SOCIETE M.A FITNESS SARLU, ayant son siège social à Niamey/ Plateau, immatriculée sous le n°RCCM-NE-NIM-2025-B-13-00019, Nif: 103560/R, Cel: 96630303, agissant par l'organe de sa gérante Madame Laria Abouacar Algouret, **Assistée de Maitre Boris Chadré**, substituant **Maitre Moussa Oumarou Moutari, avocat à la Cour**, sis Rue de la Radio, YN117 derrière la Radio Voix du Sahel, BP: 11431, au cabinet duquel domicile est élu;

Demandeur d'une part;

Et

- 1- **MAHAMA ABDOURAHAMANE**, né le 01/01/1967 à Tassara, nigérien, demeurant à Niamey/Cité du progrès, Cel: 96423487, **saisissant** ;
- 2- **LA SOCIETE M.A GLOBAL CORPORATION SARLU**, ayant son siège social à Niamey/Quartier Terminus, rue du sahel, immatriculée sous le n°RCCM-NI-NIM-10-2020-B-13-02142, Cel: 98.80.80.01, représentée par son gérant, Monsieur Mohamed Algoumaret;

Défendeurs d'autre part;

Action: distraction des biens saisis ;

Vu l'assignation en distraction des biens saisis en date du 06 novembre 2025, introduite par la société M.A Fitness Sarlu ;

Vu la loi n°2018-37 du 1^{er} juin 2018 fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger ;

Vu la loi n°2019-01 du 30 avril 2019 fixant la composition, l'organisation, la compétence, la procédure à suivre devant les Tribunaux de Commerce et les chambres commerciales spécialisées en République du Niger ;

Vu l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution adopté le 17 octobre 2023 à Kinshasa/RDC ;

Attendu que la société M.A Fitness Sarlu sollicite de la juridiction de céans, sur le fondement des articles 95 et 141 de l'AUPSR/VE, de constater qu'elle est tiers à la procédure de saisie-vente en date du 27 août 2025, pratiquée par Monsieur Hamata Abdourahamane contre la société MA Global Corporation, de dire et juger que les biens affectés (machines de sport) par ladite saisie sont sa propriété exclusive, puis d'en ordonner la distraction ;

Mais attendu qu'il est en l'espèce constant, que le procès-verbal en date du 14 novembre 2025, de Maître Souley Issaka Ouzeyrou, huissier de justice à Niamey, produit et versé au dossier par le conseil de la Société MA Fitness Sarlu , fait sans équivoque état de ce que Monsieur Hamata Abdourahamane (créancier saisissant), a volontairement donnée mainlevée de la saisie-vente, pratiquée contre la société MA Global Corporation et faisant l'objet de la présente action en distraction introduite par la requérante;

Qu'en considération de ce qui précède, il y a lieu de constater cette mainlevée, d'en donner acte et de déclarer en conséquence sans objet l'action de la requérante;

Attendu qu'il y a en outre lieu de mettre les dépens à la charge de Monsieur Hamata Abdourahamane ;

PAR CES MOTIFS:

LE JUGE DE L'EXECUTION

Statuant publiquement contradictoirement, à l'égard de la société M.A Fitness Sarlu, par réputé contradictoire à l'encontre de Monsieur Hamata Abdourahamane et de la société MA Global Corporation, en matière d'exécution et en premier ressort:

- **Constata la mainlevée par acte d'huissier en date du 14 novembre 2025 de la saisie-vente du 27 août 2025, pratiquée Monsieur Hamata Abdourahamane contre la Société MA Global Corporation et en donne acte ;**
- **Déclare en conséquence sans objet, l'action en distraction des biens saisis introduite par la société MA Fitness Sarlu ;**
- **Met les dépens à la charge de Monsieur Hamata Abdourahamane ;**

Avisé les parties de ce qu'elles disposent d'un délai de huit (08) jours, à compter du prononcé et/ ou de la signification de la présente ordonnance pour interjeter appel, par dépôt d'acte d'appel au Greffe du Tribunal de Céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé les jour, mois et an que dessus.

Ont signé:

LE PRESIDENT

LE GREFFIER

LE JUGE DE L'EXECUTION

Statuant publiquement contradictoirement, à l'égard de la société M.A Fitness Sarlu, par réputé contradictoire à l'encontre de Monsieur Hamata Abdourahamane et de la société MA Global Corporation, en matière d'exécution et en premier ressort:

- Constate la mainlevée par acte d'huissier en date du 14 novembre 2025 de la saisie-vente du 27 août 2025, pratiquée Monsieur Hamata Abdourahamane contre la Société MA Global Corporation et en donne acte ;**
- Déclare en conséquence sans objet, l'action en distraction des biens saisis introduite par la société MA Fitness Sarlu ;**
- Met les dépens à la charge de Monsieur Hamata Abdourahamane ;**

Avisé les parties de ce qu'elles disposent d'un délai de huit (08) jours, à compter du prononcé et/ou de la signification de la présente ordonnance pour interjeter appel, par dépôt d'acte d'appel au Greffe du Tribunal de Céans.